



## Conseil économique et social

Distr. générale  
14 avril 2004  
Français  
Original: anglais/français

---

### Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2004

10-28 mai 2004

### Rapports quadriennaux pour la période 1999-2002 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

### Table des matières

	<i>Page</i>
1. Frères de la Charité. . . . .	2
2. Deutsche Stiftung Weltbevölkerung. . . . .	5
3. Mouvement international de la réconciliation . . . . .	9
4. International Trustee Fund of the Tsyolkovsky Moscow State Aviation Technological University . . . . .	13
5. Mouvement international ATD Quart Monde. . . . .	19
6. Nigerian Centre for Research and Documentation. . . . .	26
7. Centre diplomatique des citoyens pour les droits des autochtones. . . . .	29

## **1. Frères de la Charité\***

### **(Statut consultatif spécial accordé en 1995)**

#### **1. Buts et objectifs de Frères de la Charité**

De 1999-2002, les Frères de la Charité ont réfléchi à leur mission et à sa compatibilité avec la vision et la finalité de l'Organisation des Nations Unies. Au cours d'une réunion de réflexion organisée en juin 2002 avec la participation des principaux membres et associés de Frères de la Charité, les documents de Frères de la Charité ont été comparés avec les documents de l'ONU traitant de la politique de la santé et de la réduction de la pauvreté, ainsi qu'avec la Déclaration du Millénaire du Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Cet examen a abouti à la conclusion qu'il y a de nombreux points communs importants entre la vision et les objectifs respectifs de l'ONU et de Frères de la Charité. Depuis leur fondation en 1807 et tout au long de leur histoire, ainsi que dans le plus récent descriptif de mission de Frères de la Charité, les préoccupations centrales sont l'amélioration du sort des pauvres et des exclus, la fourniture de services d'éducation et de réadaptation, l'emploi et l'amélioration de la santé – tous objectifs qui sont en harmonie et tout à fait compatibles avec les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'exécution de ce mandat a pris diverses formes, priorité étant accordée au secteur d'activité où le facteur humain trouve son plein épanouissement. Les actions en cours concernent, en gros, l'éducation, l'assistance aux personnes en difficulté et leur accompagnement, notamment, dans les circonstances actuelles, des drogués, des réfugiés, des malades atteints du sida, des enfants des rues, etc.

Une révision du mandat international de Frères de la Charité en tant qu'organisation non gouvernementale a été proposée lors de la réunion de réflexion qui s'est tenue en 2000. Le mandat proposé est conçu comme suit : « Les Frères de la Charité s'emploient à promouvoir et mettre en œuvre une culture de la charité dans tous les environnements dans lesquels travaillent les Frères et leurs compagnons, priorité étant accordée à ceux qui sont atteints dans leur potentiel humain ». L'ONG Frères de la Charité continuera donc de dialoguer avec l'Organisation des Nations Unies et, à l'échelon local, avec nos gouvernements et avec les parties prenantes de notre organisation (nous-mêmes, nos consommateurs, nos donateurs et nos partenaires dans la communauté) afin de réduire les inégalités et la marginalisation.

Au cours des quatre dernières années, les Frères ont étendu leur action à d'autres régions : la Côte d'Ivoire, l'Ukraine et le Viet Nam. Il y a ainsi 27 pays dans lesquels les Frères exercent leur activité. Les Frères de la Charité développent de plus en plus leur travail en réseau et le partage des idées, notamment pour faire mieux connaître du public les perspectives offertes par l'Organisation des Nations Unies.

---

\* Ce texte n'a pas été revu par les services d'édition.

## **2. Participation aux travaux, aux conférences et aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

La représentante principale des Frères de la Charité assiste tous les jeudis matins aux réunions des ONG afin d'établir des liens avec d'autres ONG partageant nos objectifs. Elle rend compte au Conseil de direction des Frères de la Charité, qui définit les stratégies d'aide et d'intervention humanitaire de notre organisation.

Nous avons déjà eu plusieurs entretiens avec le spécialiste des questions sociales chargé de la liaison avec les ONG sur les mesures que les Frères pourraient prendre afin de renforcer, d'intensifier et de rendre plus efficace leur coopération avec l'ONU. En novembre 2001, le spécialiste des questions sociales s'est rendu à Bruxelles pour prendre la parole devant le Congrès international des Frères de la Charité et soutenir le travail de sensibilisation effectué par les Frères au sujet des secteurs d'activité privilégiés de l'ONU.

## **3. Collaboration avec les organes et les institutions spécialisées des Nations Unies**

En 2002, les Frères de la Charité ont ouvert un bureau à Washington. L'un des objectifs de ce bureau est de faciliter la collaboration avec l'ONU. Depuis novembre 2002, plusieurs réunions exploratoires ont été organisées avec le Directeur et le personnel du Centre d'information des Nations Unies de Washington.

## **4. Autres activités pertinentes**

### *i) Mesures destinées à mettre en œuvre les résolutions de l'Organisation des Nations Unies*

Tout au long de cette période de quatre ans, les Frères de la Charité se sont attachés à faire mieux connaître les objectifs de l'ONU parmi les membres de leur organisation, qu'ils ont encouragés à s'associer aux initiatives de l'ONU au niveau local.

### *ii) L'Institut international Canon Triest*

En 1999, les Frères de la Charité ont fondé l'Institut international Canon Triest, centre international d'enseignement et de recherche qui dispense une formation préuniversitaire, universitaire et postuniversitaire à des spécialistes de pays en développement afin de les préparer à des fonctions administratives, cliniques, paramédicales et pédagogiques dans des services destinés à des personnes atteintes d'un handicap, ou souffrant de graves problèmes de santé mentale, ainsi qu'à d'autres personnes en situation de détresse rejetées par la société et sans accès à un traitement approprié. Les thèmes abordés sont la sensibilisation à la diversité multiculturelle, le leadership international, les perspectives des droits de l'homme et les droits des handicapés, ainsi que l'étude des documents de l'ONU et sur l'ONU.

### *iii) Perspectives internationales pour la prévention de la toxicomanie*

Le 2 mai 2002, les Frères de la Charité ont organisé à Rome (Italie) une réunion internationale sur les politiques de lutte contre la toxicomanie. Des représentants d'ONG comme la Mentor Foundation, Centro Italiano di Solidarietà di Roma, Federazione Italiana delle comunità Terapeutiche ont participé à cette réunion d'une journée, ainsi qu'un institut gouvernemental, la Landschaftsverband Westfalen Lippe.

La réflexion a porté en grande partie sur le rôle des programmes de réduction de la nocivité. L'ancienne opposition entre projets pour un monde sans drogues et les projets axés sur la tolérance est dépassée. Le débat sur la réinsertion, ou l'approche axée sur la réduction des risques, est plus actuel. Les participants ont exprimé leur intérêt pour une synthèse de ces deux approches.

iv) *Groupe de réflexion*

En juin 2000, les Frères de la Charité ont organisé à Gand, en Belgique, une réunion de réflexion qui a examiné les analogies et les antagonismes possibles entre la mission des Frères de la Charité et celle de l'Organisation des Nations Unies.

v) *Congrès international*

En novembre 2001, les Frères de la Charité ont organisé à l'intention des dirigeants de leur organisation un congrès international sur les perspectives internationales et la mission de l'organisation.

Une journée de ce congrès a été spécialement consacrée aux besoins du monde d'aujourd'hui, à l'approche adoptée par l'Organisation des Nations Unies et aux points de convergence entre les perspectives des Frères et de l'ONU. L'un des présentateurs vedettes de la conférence était le docteur Yao NGoran, Chef du Groupe des ONG à la Division de la politique sociale et du développement. Le congrès a permis notamment de faire mieux connaître les buts et objectifs de l'ONU (en particulier la Déclaration du Millénaire) parmi les membres de notre organisation et à conforter notre volonté de continuer à travailler avec les représentants de l'ONU aux niveaux central et local.

## 2. Deutsche Stiftung Weltbevölkerung\*

### (Statut consultatif spécial accordé en 1999)

#### Résumé

Depuis la Conférence mondiale sur la population qui a eu lieu au Caire en 1994, DSW s'est fixé pour objectif de contribuer à la mise en oeuvre du Programme d'action approuvé par la communauté internationale. Tant par ses projets outre-mer en Afrique et en Asie que par ses activités de sensibilisation et de plaidoyer en Allemagne et en Europe, DSW a coopéré étroitement avec tous les organismes compétents des Nations Unies, tels que le FNUAP, ONUSIDA, l'OMS, le PNUE et la Division de la population de l'ONU.

Au cours des quatre dernières années, DSW a participé à diverses réunions qui ont marqué un moment important dans la définition des politiques des Nations Unies :

- L'examen quinquennal de la mise en œuvre de la Conférence internationale sur la population et le développement, lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale tenue en juin 1999 et
- Le Sommet mondial du développement durable, tenu à Johannesburg en septembre 2002.
- La mise en œuvre du Réseau d'information et de communication sous l'égide de l'Initiative CE/FNUAP pour la santé génésique en Asie.

Pour ces deux conférences, DSW a été le conseiller national officiel de la délégation allemande sur les questions de la population. Une autre DSW a coopéré régulièrement sous diverses formes avec plusieurs institutions de la famille des Nations Unies au cours des quatre dernières années :

- DSW a traduit et publié le rapport du FNUAP sur l'état de la population mondiale;
- DSW a organisé plusieurs conférences auxquelles les chefs de secrétariat d'institutions des Nations Unies ont participé en qualité d'experts;
- Des projets de DSW consacrés à la santé sexuelle et génésique ont été cofinancés par la Banque mondiale et le FNUAP;
- DSW a poursuivi ses efforts pour convaincre le secteur privé et les médias de la nécessité d'appliquer le Programme d'action du Caire et d'appuyer les activités du FNUAP.

#### Introduction : quelques faits sur Deutsche Stiftung Weltbevölkerung (DSW)

DSW est une organisation caritative enregistrée auprès des pouvoirs publics en Allemagne et a été fondée en 1991. La Fondation allemande pour la population mondiale (DSW) se propose de favoriser un développement durable de la population mondiale. En particulier, DSW appuie dans les pays en développement des mesures visant à :

---

\* Ce texte n'a pas été revu par les services d'édition.

- Promouvoir un ralentissement de la croissance de la population respectueux de l'humain;
- Renforcer les moyens d'action des femmes et leur rôle dans la société;
- Améliorer la qualité de la vie des jeunes; et
- Limiter la propagation du VIH/sida.

DSW contribue à la dignité des femmes et des hommes dans le monde entier en entreprenant des activités conformes au Programme d'action du Caire de 1994.

DSW était à l'origine, lors de sa création en 1991, une organisation allemande ayant son siège en Allemagne, mais elle a aujourd'hui des représentations régionales en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et à Bruxelles.

### **Participation aux travaux du Conseil économique et social, de ses organes subsidiaires et de ses conférences**

- En 1999, des représentants de DSW ont participé à l'examen quinquennal de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), lors de la session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Directeur exécutif, ainsi que le Directeur de la Communication et des relations publiques, en tant que membres officiels de la délégation allemande, ont suivi de près les travaux et ont eu des consultations avec les membres de la délégation allemande.
- En 2002, le Directeur exécutif et le responsable de la communication ont participé, de nouveau en qualité de membres officiels de la délégation allemande, au Sommet mondial du développement durable.

### **Coopération avec des organismes et des institutions spécialisées des Nations Unies**

- Depuis sa création, DSW a toujours coopéré étroitement avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). À ce titre, DSW :
  - Édite, présente et diffuse le rapport annuel sur la situation de la population mondiale,
  - S'occupe des relations du FNUAP avec la presse allemande,
  - Organise les missions du FNUAP en Allemagne (mission d'appel de fonds en 1999, 2001 et 2002, mission d'établissement des faits de la délégation russe au FNUAP en 2002).
- Depuis 1998, DSW a été étroitement associée aux activités de la Banque mondiale dans le domaine de la politique démographique.
- Depuis sa fondation, DSW a collaboré étroitement avec la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU en veillant à ce que les organes d'information et les décideurs allemands soient tenus au courant du travail de la Division.

- Depuis 2001, DSW a entretenu d'étroites relations avec ONUSIDA en s'associant aux efforts entrepris pour amener un plus grand nombre de fondations européennes à financer les activités liées à la lutte contre le VIH/sida.
- Depuis 2001, DSW est en contact avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Ces contacts sont facilités par le Directeur exécutif du PNUE, qui est devenu membre du Comité consultatif de DSW en 2001.

*Autres exemples d'activités de conseil et de fond, y compris l'assistance financière reçue de l'ONU ou accordée à l'ONU, la collaboration sur le terrain, le coparrainage de réunions, de séminaires, d'études, etc.*

- Depuis 1998, DSW anime le Réseau d'information et de communication de l'Initiative CE/FNUAP pour la santé génésique en Asie. En étroite coopération avec le bureau du FNUAP de Bruxelles ainsi qu'avec les bureaux extérieurs du FNUAP au Bangladesh, au Cambodge, dans la République démocratique populaire lao, à Sri Lanka et au Viet Nam, DSW a facilité les échanges d'informations et contribué au renforcement des capacités.
- En 1999, dans le cadre des préparatifs d'Expo 2000, en collaboration avec d'autres organismes allemands de développement, DSW a organisé un forum international sur la population et le développement, avec la participation d'experts de haut niveau de l'OMS, du FNUAP et du PNUD.
- Depuis 1999, DSW reçoit du FNUAP des fonds destinés à financer la traduction, la publication et la diffusion du *Rapport du FNUAP sur l'état de la population mondiale*.
- Depuis 1999, DSW a entretenu d'étroites relations avec la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Le Directeur du Département a participé à une conférence organisée en 1999 par DSW, en collaboration avec le Ministère des affaires étrangères, à la suite de l'examen quinquennal de la mise en œuvre du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), qui avait eu lieu lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de juin 1999. En outre, DSW apporte son concours au Département des affaires économiques et sociales pour la diffusion des *World Population Prospects*, qui paraissent tous les deux ans.
- En 2000, DSW a commencé à participer activement au programme *Face à Face* financé par le FNUAP, en persuadant le docteur Alfred Bielek de devenir l'ambassadeur itinérant du FNUAP pour l'Allemagne. Dans le cadre de la campagne *Face à Face* organisée sous l'égide du FNUAP, des subventions d'un montant modeste ont été accordées à DSW pour des activités d'information et de sensibilisation.
- En 2001, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est devenu membre du Conseil consultatif de DSW. Depuis, DSW s'est efforcé d'associer le PNUE à ses activités. En 2002, par exemple, Habitat et son directeur exécutif ont participé à une conférence organisée en Allemagne sur l'urbanisation.

- En 2001, le docteur Nafis Sadik, ancien Directeur exécutif du FNUAP, est devenu membre du Comité consultatif de DSW.
- En 2002, DSW, en collaboration avec ONUSIDA, a fait fonction de facilitateur d'une réunion sur le VIH/sida qui s'est tenue au Centre de la Fondation européenne; au cours de cette réunion, Peter Piot a annoncé un engagement plus ferme de la Fondation européenne en faveur de la prévention et du traitement du VIH/sida.
- DSW reçoit des subventions de la Banque mondiale depuis 1995. À ce jour, 70 subventions ont été accordées à des ONG locales exerçant des activités dans le domaine de la santé sexuelle et génésique. Le lancement en 2002 de l'*Adolescent Sexual Reproduction Health-Net Africa* (ANA) est l'exemple le plus récent d'une bonne utilisation des fonds accordés à DSW par la Banque mondiale. Dans le cadre d'ANA, 13 organisations de Tanzanie, d'Éthiopie, du Kenya, d'Ouganda et d'Afrique du Sud, spécialisées dans la santé sexuelle et génésique, travaillent ensemble pour appuyer les ONG et fournir des services aux adolescents africains.
- En décembre 2002, DSW a organisé au nom de la Banque mondiale une réunion consultative d'ONG. Des représentants de la Banque mondiale, de cinq intermédiaires européens et de sept organismes recevant des subventions de la Banque se sont réunis à Paris pour examiner et préciser les orientations futures du Programme de renforcement des capacités dans le domaine de la population et de la santé génésique.
- En 2002, DSW a reçu des contributions en nature pour la mise en place d'un centre de formation de DSW à Kampala, en Ouganda.
- En 2002, DSW a collaboré étroitement avec la délégation allemande à l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants.

Depuis 1999, DSW est une organisation dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social. Bénéficiaire de ce statut nous a beaucoup aidés à nous acquitter de notre mission en contribuant à la mise en œuvre du Programme d'action du Caire. Nous sommes résolus à poursuivre dans cette voie.



### **3. Mouvement international de la réconciliation\***

**(Statut consultatif spécial accordé en 1979)**

#### **1. Introduction**

Le Mouvement international de la réconciliation (MIR) est un mouvement œcuménique international réunissant des femmes et des hommes qui ont fait de la non-violence active leur mode de vie et un instrument au service du changement politique, social et économique. Fondé en 1919, le MIR a des agences, des groupes et des filiales dans plus de 40 pays du monde et un secrétariat international aux Pays-Bas. Ses activités en faveur de la réconciliation, de la consolidation de la paix et de la résolution des conflits bénéficient du soutien de son personnel international et de représentants des Nations Unies, et sont conduites en coopération avec son réseau d'agences et de filiales. Depuis 1999, le MIR a étendu son rayonnement en nouant des contacts avec des communautés religieuses et, plus particulièrement, avec des groupes de femmes dans les zones de conflit d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord.

#### **2. Participation aux activités du Conseil économique et social et d'autres organismes des Nations Unies**

Le MIR a des représentants permanents auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, à Genève et à Vienne. Il participe régulièrement aux conférences et réunions des organes de l'ONU en apportant des témoignages et des compétences provenant de différents contextes régionaux, en mettant l'accent sur des alternatives non violentes dans le domaine des droits de l'homme, du développement et du désarmement et en transmettant au réseau mondial du MIR des informations sur les activités de l'ONU.

En particulier, les représentants du MIR à New York ont participé aux conférences, activités et réunions suivantes d'organes et services de l'ONU :

- Comité préparatoire de la Conférence des ONG, organisée par le Département de l'information (2000-2002);
- Commission de la condition de la femme (mars 2001 et 2002);
- Une saison de non-violence (réunions préparatoires et séances d'ouverture, avril 2001);
- Conférence sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects (réunions préparatoires et conférence, juin 2001);
- Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (juillet 2001);
- Session spéciale sur le VIH/sida (juin 2001);
- Conférence internationale sur le financement du développement (réunions préparatoires, 2002);

---

\* Ce texte n'a pas été revu par les services d'édition.

- « Faire connaître les conclusions de la Conférence de Durban » : mise en œuvre du programme de lutte contre la discrimination (séance spéciale d'information, mars 2002);
- Sommet mondial pour le développement durable (réunions préparatoires et célébration de la Journée de la Terre, avril 2002);
- La paix, la sécurité, le désarmement et le Tribunal pénal international (réunion spéciale d'information, avril 2002);
- La campagne antiterroriste (réunion spéciale d'information, avril 2002);
- Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement (réunion spéciale d'information, avril 2002);
- Le Sommet des enfants (réunions préparatoires et conférence, mai 2002);
- Réunion des États parties au traité instituant la Cour pénale internationale (septembre 2002);
- Conférence internationale de la société civile à l'appui du peuple palestinien (septembre 2002);
- Célébration de la Journée internationale des droits de l'homme (octobre 2002).

Des représentants et des délégués accrédités du MIR ont participé régulièrement à Genève aux sessions de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme et du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage. Ils ont présenté des exposés oraux ou écrits sur les questions suivantes :

*À la Commission des droits de l'homme :*

- Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine (point 8, 2002);
- Droits de l'homme et libertés fondamentales (point 9, 2000-2002);
- Droits économiques, sociaux et culturels (point 10, 1999-2002);
- Droits civils et politiques, notamment la question de l'intolérance religieuse (point 11, 1999-2002);
- La prise en compte des droits fondamentaux des femmes – y compris la lutte contre la violence à l'égard des femmes (point 12, 1999-2000);
- Promotion et protection des droits de l'homme (point 17, 2001-2002);

*Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme :*

- Droits économiques, sociaux et culturels (point 4, 1999);
- Formes contemporaines d'esclavage : viol systématique, esclavage sexuel et pratiques analogues à l'esclavage (point 6, 1999-2002);
- Groupe de travail de la Sous-Commission sur les formes contemporaines d'esclavage;
- Pratiques analogues à l'esclavage dans les conflits armés (point 6 g), 1999).

### **3. Coopération avec les organismes de l'ONU et les institutions spécialisées des Nations Unies**

Étant l'une des organisations qui ont joué un rôle moteur dans le lancement et la conduite de la campagne des lauréats du prix Nobel qui a abouti à la création de l'Année de l'UNESCO pour une culture de la paix et de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010), le MIR a continué de coopérer étroitement avec l'UNESCO au cours de la période à l'examen. En particulier, il a coopéré avec l'UNESCO pour faire du thème « Face aux causes profondes de la guerre, une culture de la paix » l'un des grands thèmes de la Conférence de l'Appel de La Haye, pour la paix, tenue à La Haye en 1999.

Au cours de l'Année de l'UNESCO et dans la période qui a suivi, le MIR a distribué parmi les ONG internationales et dans son propre réseau mondial le manifeste de 2000 de l'UNESCO pour une culture de la paix. La participation des agences et filiales du MIR à l'Année de l'UNESCO a pris diverses formes : interventions mettant l'accent sur la culture de la paix à l'occasion de réunions nationales et régionales, campagnes de publicité, production de matériel didactique et de modules de formation.

### **4. Autres activités pertinentes**

#### **i) Mesures destinées à donner effet aux résolutions de l'ONU**

Après la proclamation officielle par l'Assemblée générale, en décembre 1998, d'une Décennie de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde, le MIR s'est employé activement à promouvoir la Décennie aux niveaux régional et national.

Au niveau international, à la suite des attentats terroristes perpétrés aux États-Unis le 11 septembre 2001, le MIR a lancé l'Appel des lauréats de la paix, qui demandait que soit proclamée une décennie des Nations Unies contre le terrorisme. L'Appel a été signé par huit lauréats du prix Nobel de la paix et a retenu l'attention des médias internationaux. Il a été remis au Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, à New York, le 8 octobre 2001, par Mairiead Maguire et Adolfo Perez Esquivel, lauréats du prix Nobel de la paix. Au niveau régional, les agences du MIR se sont attachées à mettre en place une coalition internationale d'ONG nationales et internationales pour soutenir la Décennie des Nations Unies. La Coalition internationale pour la Décennie, qui a vu le jour en 2003, a un secrétariat international à Paris et coopère étroitement avec le Programme de l'UNESCO pour une culture de la paix. L'un des principaux objectifs de la Coalition dans le contexte de la Décennie des Nations Unies est d'élaborer à l'intention des établissements scolaires du monde entier des programmes d'éducation à une culture de la paix.

#### **ii) Consultations et coopération avec des responsables du Secrétariat de l'ONU**

Les représentants du MIR à Genève ont fourni au Rapporteur spécial sur la violence à l'encontre des femmes et au Rapporteur spécial sur le viol systématique, l'esclavage sexuel et les pratiques analogues à l'esclavage en période de conflit armé des informations qui ont été prises en compte dans le rapport de suivi (E/CN.4/Sub.2/2000/20) présenté à la Sous-Commission en 2000 et dans le rapport

final (E/CN.4/2003/75/Add.1) présenté à la Commission des droits de l'homme en 2003. De plus, des informations sur les violations des droits de l'homme commises en Somalie ont été communiquées à l'expert indépendant sur la Somalie.

Le MIR est membre de plusieurs comités d'ONG ayant leur siège à New York et à Genève, qui entretiennent des relations de travail avec différents bureaux et responsables de l'ONU. On peut mentionner en particulier, à New York, les groupes de travail des ONG sur Israël et la Palestine et sur l'Iraq et, à Genève, le Comité des ONG sur la liberté de religion ou de conviction.

Ces instances ont joué un rôle important en mobilisant et en exprimant le soutien des ONG en faveur d'initiatives des Nations Unies dans ces domaines spécifiques et en prêtant leur concours pour les préparatifs de conférences telles que la Conférence annuelle des ONG organisée par le Département de l'information et la Conférence internationale des Nations Unies sur la société civile à l'appui du peuple palestinien, qui s'est tenue à New York. Une importante collaboration s'est instaurée entre le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction et le Comité des ONG de Genève. Des représentants du MIR ont pris part aux conférences et consultations susmentionnées.

**iii) Autres exemples d'activités consultatives et d'activités de fond**

Avec l'appui du Programme du MIR sur le rôle des femmes dans l'établissement de la paix, Jonathan Sisson, représentant du MIR à l'ONU à Genève, et Andrew Ward, artiste écossais réputé, ont réalisé une installation consacrée aux survivantes de l'esclavage sexuel imposé à des femmes par l'armée japonaise durant la Seconde Guerre mondiale. L'installation a été présentée pour la première fois à La Haye en 1999 à l'occasion de la Conférence de l'Appel de La Haye pour la paix, puis dans plusieurs villes du monde à l'occasion de différentes manifestations, y compris à Durban, en 2001, lors de la Conférence mondiale des Nations Unies contre le racisme.

## **4. International Trustee Fund of the Tsyolkovsky\* Moscow State Aviation Technological University**

**(Statut consultatif général depuis 1999)**

### **1. Buts et objectifs du Fonds**

Le Fonds vise principalement à soutenir et développer l'éducation, la science et la culture. Ses activités prennent la forme de programmes et de projets. La période à l'examen a vu se créer le Charity Public Association Moscow Region Trustee Fund de la Tsyolkovsky Moscow State Aviation Technological University (15 février 1999), le Public Association Moscow Charitable Trustee Fund de la Tsyolkovsky Moscow State Aviation Technological University (le 17 juin 1999) et la German Support Foundation de la Tsyolkovsky Moscow State Aviation Technological University (4 novembre 2000). Ces organismes constituent avec les fonds qui existent déjà en Australie, au Bélarus, au Royaume-Uni, en Israël, à Chypre, aux États-Unis, en République tchèque, en France et en Sibérie (Fédération de Russie) le réseau international d'organismes indépendants sans but lucratif regroupés autour des programmes et des objectifs communs du Fonds international.

### **2. Participation aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux conférences et autres réunions des Nations Unies**

1. Le Président du Fonds a participé au « Forum du Millénaire » des Nations Unies [22-26 mai 2000, New York (États-Unis)] à l'invitation du Comité d'organisation; il y a présenté les activités du Fonds.

2. Le Fonds a organisé à Moscou le 26 août 2000 un séminaire sur le thème « Les organisations non gouvernementales et le Conseil économique et social ». M. Hanifa Mezoui, chef du Département des ONG du Conseil économique et social, présidait aux travaux.

3. Le Fonds a envoyé une délégation à la quatrième Conférence du Groupe consultatif de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour la mise en œuvre des systèmes CNS/ATM [6 février 2001, Montréal (Canada)].

4. Le Fonds a participé à l'organisation et à la célébration de la « Journée de la Terre » et à la réalisation de projets internationaux comme « Bell of the World » et « The Earth Flag » (20 mars 2001, Moscou), conformes à la philosophie de la « Journée de la Terre » approuvée par l'ONU. Les projets sont réalisés avec l'aide du Centre d'information de l'ONU de Moscou.

5. Le Fonds et le Département des organisations non gouvernementales du Conseil économique et social ont organisé un séminaire sur « Le rôle des organisations non gouvernementales dans la mise en œuvre des nouvelles modalités de la coopération internationale dans le domaine de l'éducation, de la culture et des affaires » [4-6 mai 2001, New York (États-Unis)].

---

\* Ce texte n'a pas été revu par les services d'édition.

### **3. Coopération avec les institutions spécialisées et les organismes des Nations Unies**

1. Le Président du Fonds et le Président du Conseil de l'OACI ont signé à Montréal le 6 février 2001 un mémorandum de collaboration prévoyant la mise en œuvre des systèmes CNS/ATM.
2. Le Fonds a participé à la Conférence des ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, à l'invitation officielle de l'administration de la Conférence (26 mars 2001).
3. En collaboration avec le Centre d'information de l'ONU de Moscou et les associations civiles russes les plus influentes, des membres du Fonds ont procédé en mars et juin 2002 à un certain nombre de réunions à l'issue desquelles des propositions ont été présentées au Gouvernement russe afin qu'elles figurent dans le rapport synthétique présenté par la Russie au Sommet international pour le développement durable de Johannesburg (Afrique du Sud) (26 août-4 septembre 2002).
4. Des membres du Fonds ont participé à la réunion des représentants des ONG (Moscou, 19 avril 2002) à laquelle M<sup>me</sup> Fédorov a prononcé une allocution sur « Le renforcement des relations entre la société civile et les Nations Unies ».

### **4. Autres activités**

1. Conformément aux recommandations de l'ONU concernant le renforcement du rôle des ONG dans la vie de la société civile et en coopération avec les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (Federation for Peace and Conciliation, Association pour les Nations Unies de Russie, Fonds Reforma, etc.), le Fonds a créé le Conseil des ONG, sous la présidence de la Douma de la Fédération de Russie.
2. Suite donnée aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies : les membres du Fonds ont participé à la réunion des ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (18 octobre 2001, Moscou) à laquelle a été examinée avec le Secrétaire général, M. Kofi Annan, l'initiative concernant le Pacte mondial. La résolution issue de ces délibérations a été adressée à M. Annan.
3. Les 2 et 3 octobre 2002, le Fonds, agissant en collaboration avec la Tsyolkovsky Russian Space Academy, l'Agence aérospatiale russe, la Fédération spatiale de Russie et divers autres partenaires dans le cadre de la Semaine mondiale de l'espace, a tenu la première conférence scientifique internationale sur « L'astronautique au XXI<sup>e</sup> siècle : problèmes, solutions, perspectives » marquant le quarante-cinquième anniversaire du lancement du premier satellite terrestre artificiel en URSS, le dixième anniversaire de l'Agence aérospatiale russe, le cent quarante-cinquième anniversaire de K. Tsyolkovsky et le quatre-vingt-quinzième anniversaire de S. Korolev.

Les activités du Fonds prennent la forme de travaux d'élaboration et d'exécution des programmes et des projets qui répondent à ses buts et à ses objectifs.

**Programme international « Protection de l'environnement terrestre »**

1. Conférence et exposition des maires et chefs de municipalité de Russie sur le thème « Aspects sociaux, économiques et écologiques de l'aménagement urbain durable – 1999 » (juillet 1999, Moscou).
2. Conférence scientifique internationale sur le thème « L'Europe, notre maison commune : aspects écologiques » (décembre 1999, Minsk). Cette conférence a été coorganisée par le Comité exécutif de l'Union Bélarus-Russie.
3. Conférence russe sur les « Aspects scientifiques des problèmes écologiques de la Russie » (13-16 juin 2001, Moscou). Les actes de la Conférence sont publiés.
4. Projet de l'« Ecodrome de Moscou » coréalisé avec le Musée d'écologie de Zvolle (Pays-Bas).

**Programme international « Harmonisation du système aéronautique mondial »**

1. Le Fonds a été parmi les organisateurs du premier vol aller et retour avec des passagers, au-dessus du pôle Nord (Moscou-Krasnoyarsk-Toronto (Canada)-New York (États-Unis), 3, 4 et 5 juillet 1999).
2. Conférence internationale sur le thème « Aviation et astronautique : développement et perspectives », marquant le quatre-vingt-dixième anniversaire de G. Lozino-Lozinsky, concepteur général de l'Association « Molniya » (25 décembre 1999, Moscou).
3. Colloque international et exposition « AVIA 2000 » : problèmes aéronautiques en Russie et leurs solutions (18-20 avril 2000, Moscou).

**Programme international « Étapes de l'exploration spatiale »**

1. Trentième anniversaire du premier automate lunaire de l'histoire « Lunokhod-1 » : dans ce cadre, une série de manifestations a commémoré cette date historique dans diverses villes de la Fédération de Russie et de la CEI (2000).
2. Trente-cinquième anniversaire du centre spatial « Plesetsk » : une série de manifestations consacrées au trente-cinquième anniversaire du lancement du vecteur de missiles « Vostok » a été organisée du 16 au 18 mars 2001 à Plesetsk. Le lanceur « Vostok » a mis en orbite le « Kosmos-112 », pour commémorer l'inauguration du premier centre spatial expérimental « Plesetsk ».
3. Le Fonds, agissant avec l'ambassade de France et le Fonds d'affectation français du MATI, a organisé une série de manifestations célébrant le vingtième anniversaire du dixième équipage spatial international composé du commandant de bord V. Dzhanibekov, du technicien de bord A. Ivanchenkov et de l'astronaute-chercheur (premier Français dans l'espace, J.-L. Chrétien (1<sup>er</sup>-3 décembre 2002).
4. Dans le cadre de ce même programme, le Fonds, agissant avec l'ambassade de la République tchèque, a organisé des soirées célébrant le vingt-cinquième anniversaire du vol de l'équipage spatial international V. Remek (République tchèque) – Gubarev (Russie), à Moscou le 27 février 2003 et à Brno (République tchèque) le 10 mars 2003.

5. La Conférence – Exposition internationale scientifique et pratique sur le thème « Buran, l'ouverture sur les hautes technologies », marquant le quinzième anniversaire de la navette spatiale réutilisable « Buran », a été organisée avec la participation de l'Académie des ingénieurs de Russie et de la Tsyolkovsky Space Academy (19 novembre 2003, Moscou).

6. Le Fonds a organisé des manifestations pour marquer le vingt-cinquième anniversaire du plus long séjour dans l'espace (140 jours) de l'équipage A. Ivanchenkov – V. Kovalenok, avec la participation de l'Académie des ingénieurs de Russie et de la Tsyoklovsky Space Academy (19 novembre 2003, Moscou).

#### **Programme international de congrès, colloques, conférences et expositions**

1. Le colloque annuel États-Unis-Russie sur les investissements a été organisé sur le thème « Perspectives de l'investissement financier direct en Russie » avec l'Université de Harvard dans le cadre du Programme de coopération internationale soutenu par le Gouvernement des États-Unis et celui de la Fédération de Russie [13-17 janvier 1999, 5-8 octobre 2000, 1<sup>er</sup>-3 novembre 2001, 4-6 novembre 2002, Boston (États-Unis)].

2. La Conférence internationale annuelle sur les « Perspectives de la haute technologie » s'est tenue à Boston (États-Unis d'Amérique) du 18 au 20 mai 2000, du 11 au 13 avril 2001, en avril 2002 et en avril 2003 en collaboration avec la Chambre de commerce Nouvelle-Angleterre (États-Unis)-Russie. Cette conférence a pour sujet l'analyse de la coopération entre les États-Unis et la Russie dans les domaines de la médecine, des télécommunications, des logiciels informatiques, des aspects juridiques de la protection de la propriété intellectuelle, de la certification, et dans divers autres domaines juridiques.

3. Le Congrès mondial électrotechnique « WETC-99 » (juillet 1999, Moscou) a été organisé par l'Académie des sciences russe et l'Académie internationale des sciences électrotechniques, avec la collaboration de l'UNESCO et de l'ONUDI.

4. Le Congrès international de l'aérospatiale se tient tous les trois ans à Moscou, en consultation avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et en coopération avec la National Aeronautics and Space Administration (NASA) des États-Unis, l'Agence spatiale européenne, l'Institut américain d'aéronautique et d'astronautique (AIAA), Arianespace (France), l'Administration chinoise de l'espace (CNSA), la société Lockheed Martin Corporation, l'Agence spatiale israélienne (ISA) et l'Agence spatiale japonaise (NADSA). Le troisième de ces congrès, « IAC 2000 » (23-24 août 2000) marquait le trente-cinquième anniversaire de la première marche de l'homme dans l'espace et le vingt-cinquième anniversaire de l'arrimage du Soyouz russe et de la capsule Apollo américaine. Le quatrième, « IAC 2003 », qui marquait le centenaire de l'aviation s'est tenu du 18 au 23 août 2003, en étroite collaboration avec le Salon international de l'aviation et de l'espace de 2003. Plus d'un millier de scientifiques, d'ingénieurs et de cosmonautes originaires de nombreux pays ont participé aux manifestations. Les communications et les actes des congrès sont diffusés dans le monde entier.

5. L'exposition et le séminaire internationaux organisés sur le thème « Éducation, technologie, marché » (6-15 octobre 1999, Moscou) se sont tenus en collaboration avec la Commission nationale de l'aide aux relations économiques avec les pays



d'Amérique latine et le Conseil scientifique du Comité exécutif de l'Union Bélarus-Russie.

6. La Conférence russe « L'éducation en Russie à la charnière des siècles » (24-28 avril 2001, Moscou) a été coorganisée avec l'Académie des ingénieurs de Russie et le Conseil des recteurs des établissements d'enseignement supérieur de Moscou et de sa région. Elle avait essentiellement pour but d'analyser les nouvelles tendances des technologies de l'éducation dans les systèmes d'enseignement secondaire et supérieur.

7. Le Forum international annuel sur le thème « Soutien politique à la collaboration États-Unis-Russie » (6-9 mai 2001, New York et Washington; 28-30 avril 2002, Washington; 28-30 avril 2003, Washington) a réuni hommes politiques et représentants des milieux industriels et financiers et des entreprises russes et américains. Un mémorandum a été approuvé à la dernière séance du Forum et transmis aux Présidents de Russie et des États-Unis. Le Sénat américain a proposé comme thème du Forum : « Nouvelle ère – Nouveau départ ». Parmi les aspects de la coopération russo-américaine qui ont fait l'objet d'un débat, figurent l'aéronautique et l'astronautique.

**Programme international « Renforcement et élargissement de la collaboration internationale »**

1. En août 2002, à l'initiative du Fonds et d'un certain nombre d'entreprises chinoises, une technopole a été créée à Beijing. Elle a essentiellement pour but de sélectionner, d'enrichir et de faire adopter la haute technologie russe.

2. Le Fonds a organisé en septembre 2002, à l'intention des entreprises de construction mécanique russes (Centre spatial Khrunichev, usine de construction mécanique Salute, Bureau central de conception de Krasnoyarsk Géophysique, Service fédéral Spetsstroy de la Fédération de Russie, Complexe chimique et minier de Krasnoyarsk, Association scientifique de production de mécanique appliquée, etc.) une tournée en République tchèque. La délégation a participé à l'Exposition internationale de construction mécanique de Brno.

**Programme international « Culture mondiale – Fondement du progrès de l'homme »**

1. « Les Pouchkinies de Krasnoyarsk » marquaient le bicentenaire de la naissance d'Alexandre Pouchkine; elles ont été réalisées sous le patronage de A. Lebed, Gouverneur de la région de Krasnoyarsk. Une série de manifestations sans but lucratif a été organisée dans la région, notamment la reconstruction du Théâtre Pouchkine, l'invitation à Moscou du chef du Bureau de représentation de la Bibliothèque du Congrès des États-Unis, lequel a offert à la Bibliothèque centrale de Krasnoyarsk des microfilms du legs de G. Yudin, compatriote, mécène et collectionneur d'objets d'art, édition du Jubilé en cinq volumes des œuvres de Pouchkine ainsi que l'almanach « The Krasnoyarsk Continent ».

2. « École internationale d'art lyrique » : Campagne internationale annuelle de bienfaisance organisée à Moscou (12-14 mai 2000, 6-13 avril 2001, 19-26 mai 2002, 18-25 mai 2003). Y participent de jeunes chanteurs d'opéra, des professeurs de chant et d'art vocal du Metropolitan Opera de New York (États-Unis), du Grand Opera de Houston (États-Unis), de l'Opéra, des théâtres et des institutions d'art

lyrique de Krasnoyarsk, de Nijni Novgorod, de Moscou, de Saint-Pétersbourg, de Vilnius et d'autres villes. Des professeurs de chant très en vue de La Scala de Milan (Italie), du Chicago Lyric Opera (États-Unis), de l'Opéra de Munich (Allemagne), de l'Opéra de San Francisco (États-Unis) et d'autres établissements ont assisté à des classes publiques et leçons magistrales.

## **5. Mouvement international ATD Quart Monde\***

### **(Statut consultatif général obtenu en 1991)**

#### **Synthèse**

Pendant cette période, le Mouvement international ATD Quart Monde a maintenu activement sa représentation à New York, Genève, Paris et Bangkok, tout en augmentant sa collaboration avec l'ONU à Dakar, à Johannesburg et ailleurs dans le monde. La priorité d'ATD Quart Monde dans son dialogue avec l'ONU est de définir les conditions dans lesquelles les personnes vivant dans la misère peuvent être des partenaires dans le développement humain. ATD Quart Monde s'investit plus particulièrement dans les thèmes des droits de l'homme, du développement social, de l'enfance, de l'éducation et de la culture. ATD Quart Monde s'est beaucoup investi dans le Forum du Millénaire et est concerné par les objectifs de développement du Millénaire.

#### **1. Brève présentation**

Le Mouvement international ATD Quart Monde, fondé par Joseph Wresinski, agit dans 30 pays sur cinq continents contre la grande pauvreté et l'exclusion sociale. Il associe, dans une démarche de refus de la misère et de partage des savoirs, des familles vivant dans la grande pauvreté et des personnes d'horizons sociaux, culturels, politiques et spirituels divers. Des correspondants dans plus de 100 pays participent à son réseau « Forum permanent sur l'extrême pauvreté dans le monde ».

Depuis le dernier rapport, son action s'est renforcée en Afrique et dans l'océan Indien (le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Kenya, Madagascar, Maurice, la République centrafricaine, le Sénégal, la République-Unie de Tanzanie), en Asie-Pacifique (l'Australie, les Philippines, la Thaïlande), se poursuit aux Amériques (la Bolivie, le Canada, les États-Unis, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Pérou) et en Europe (l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suisse). Il a développé des contacts dans la région du bassin méditerranéen (l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jamahiriya arabe libyenne, le Maroc, la Palestine, la Tunisie). Il n'y a pas eu de changement substantiel dans les sources de financement.

#### **2. Participation au Conseil économique et social et/ou autres réunions de l'ONU**

##### **Assemblée générale**

ATD Quart Monde s'est investi dans plusieurs des sessions extraordinaires – juin 2000, à New York, consacrée aux femmes, des représentantes d'ATD Quart Monde expliquent comment l'extrême pauvreté a séparé les membres de leur famille; juin 2000, à Genève, sur le développement social, l'organisation présente une déclaration sur l'opportunité d'une convention sur l'extrême pauvreté;

---

\* Ce texte n'a pas été revu par les services d'édition.

mai 2002, à New York, consacrée aux enfants, deux enfants de la branche enfance d'ATD Quart Monde (Taporì) interviennent concernant les efforts des enfants les plus pauvres pour apprendre. En octobre 2000, pour marquer la Journée internationale de l'élimination de la pauvreté, les Deuxième et Troisième Commissions organisent un débat sur « Pauvreté, développement et droits de l'homme », durant lequel ATD Quart Monde prend la parole. En octobre 2002, participation à la « Réunion conjointe des deuxième et troisième comités de l'Assemblée générale » ayant pour thème « Coopération pour le développement social : la dimension internationale ».

### **Conseil économique et social**

En juillet 1999, à Genève, des délégués du mouvement Taporì prennent la parole pour le dixième anniversaire de la Convention des droits de l'enfant; ATD Quart Monde intervient dans le cadre du point de l'ordre du jour [point 4 a)] consacré au suivi intégré des conférences et sommets des Nations Unies. Lors de la session 2000 : prise de parole sur le même point de l'ordre du jour. En 2002, la représentante diffuse une contribution écrite sur le partage des compétences entre parents et professionnels de la santé durant le débat de haut niveau (point 2).

### **Commission des droits de l'homme**

Des représentants d'ATD Quart Monde y participent chaque année et interviennent oralement sur le point 10 Droits économiques, sociaux et culturels – extrême pauvreté et droits de l'homme. Des contributions sont adressées chaque année pour les rapports de l'experte indépendante, M<sup>me</sup> Anne-Marie Lizin, sur la relation entre l'extrême pauvreté et les droits de l'homme (E/CN.4/2000/52; E/CN.4/2001/54; E/CN.4/2002/55). En 1999, participation d'un représentant d'ATD Quart Monde à la réunion d'experts appelés à se prononcer sur l'opportunité d'une déclaration des Nations Unies sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté (E/CN.4/2000/52/Add.1). En février 2001, participation au séminaire visant à approfondir la question de la déclaration des Nations Unies précédemment citée (E/CN.4/2001/54/Add.1).

### **Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme**

Chaque année, ATD Quart Monde intervient oralement sur le point 4 Droits économiques, sociaux et culturels à propos de la relation entre les droits de l'homme et l'extrême pauvreté. Son président s'exprime lors du Forum social à Genève, sur le droit à l'alimentation et l'extrême pauvreté, en juillet 2002.

### **Commission pour le développement social**

En 1999, 2000, 2001, ATD Quart Monde fournit des rapports écrits (E/CN.5/1999/NGO/11; E/CN.5/2000/NGO/9; E/CN.5/2001/NGO/5) relatifs aux points suivants : point 3 a) ii). En 2000, ATD Quart Monde organise une table ronde sur le thème du partenariat avec les plus pauvres, avec les Missions permanentes d'Afrique du Sud et de Suède. ATD Quart Monde fait une déclaration écrite conjointe en 2001 (E/CN.5/2001/NGO/1) au sujet du point 3 et représente les ONG lors d'un temps spécial de dialogue avec la Commission.

### **Comité des droits de l'enfant**

Suivi régulier du Comité chaque année à Genève. Participation aux journées thématiques en 1999; en 2000, durant la vingt-cinquième session, diffusion d'une contribution écrite : « Le placement des enfants de milieu défavorisé » pour la Journée thématique sur la violence de l'État contre les enfants.

### **CESAP**

Un représentant d'ATD Quart Monde a fait une contribution à la cinquante-huitième session en mai 2002.

### **Participation aux sommets et autres événements internationaux**

Participation au Forum mondial sur l'éducation pour tous, à Dakar, avril 2000. Participation à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés à Bruxelles, mai 2001. Participation à la quatrième session du Forum mondial des jeunes à Dakar, août 2001. Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg, 2002. Participation et contribution d'ATD Quart Monde : « Partenariat avec les personnes vivant dans l'extrême pauvreté, partenaires absents du développement durable ».

## **3. Coopération avec les programmes, organes et agences spécialisées des Nations Unies**

### **Haut Commissariat aux droits de l'homme**

À l'occasion du dixième anniversaire de la Convention des droits de l'enfant, Mary Robinson, Haut Commissaire aux droits de l'homme, reçoit en novembre 1999 au Palais Wilson à Genève, une centaine d'enfants du monde entier du mouvement Tapori. Les enfants expriment leur désir de vivre avec fierté, dans un monde sans guerre ni misère, où le droit de vivre en famille serait possible et le savoir accessible à tous.

### **UNICEF**

Participation à la session annuelle du Conseil d'administration en juin 1999, diffusion d'une étude réalisée avec l'UNICEF « Atteindre les plus pauvres ». En avril 2000 à Maurice, un séminaire « Atteindre les enfants les plus pauvres » est organisé, à l'initiative et avec le soutien du Président de la République de Maurice, du Gouvernement mauricien, du bureau de l'UNICEF à Port-Louis et d'ATD Quart Monde. Février 2002 : participation à un groupe de travail sur les enfants pauvres en milieu urbain avec IRC (Inocenty Research Center).

### **PNUD**

En 1999, ATD Quart Monde apporte une contribution au *rapport sur le développement humain 2000*. Il participe au forum de l'Alliance mondiale des villes contre la pauvreté, en avril 2000 à Genève et en 2002 à Huy (Belgique). En 2000, le Secrétaire exécutif d'ATD Quart Monde est reçu à New York par l'Administrateur associé du PNUD. En 2002, rendez-vous avec des responsables du PNUD à New York et au Guatemala.

## **BIT**

ATD Quart Monde est représenté aux Conférences internationales du Travail en 1999, 2000 et 2001. En novembre 1999, son représentant est intervenu et a déposé une note écrite lors du débat sur les suites du Sommet pour le développement social de Copenhague. En novembre 1999, un représentant prend part au « Forum des entreprises ».

## **UNESCO**

*Conférence générale* : participation d'ATD Quart Monde aux trentième et trente et unième sessions. Prise de parole lors du débat de politique générale et lors des commissions. *Le Conseil exécutif de l'UNESCO* : ATD Quart Monde est invité à participer à deux réunions organisées par le Comité des ONG du Conseil exécutif en juillet 2000 et mars 2001. Participation au cent soixante-quatrième Conseil exécutif en mai 2002. *Éducation pour tous* : contribution écrite et participation aux conférences régionales Éducation pour tous : Varsovie, février 2000; Bangkok, 2001. Participation à l'Atelier international : « Création d'un environnement propice à l'éradication de la pauvreté », UNESCO (Kampala (Ouganda), août 2001); à la consultation EPT à Lilongwe (Malawi), octobre 2002. *Autres* : la représentante d'ATD Quart Monde assiste à la cinquième session du Conseil intergouvernemental du programme international des sciences sociales « Gestion des transformations sociales » en 2001 à l'UNESCO. Février 2002, ATD Quart Monde est membre de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

## **OMS**

Participation à la conférence internationale « Un partenariat dans les domaines de la santé et de la pauvreté : vers un agenda commun » organisée à Genève avec la Banque mondiale.

## **CNUCED**

ATD Quart Monde participe, en tant qu'observateur, à la dixième Conférence à Bangkok.

## **Banque mondiale/FMI**

Décembre 2000, témoignage d'ATD Quart Monde sur son action pour apporter l'art et la culture auprès d'enfants des bidonvilles de Bangkok auprès d'un groupe informel de fonctionnaires; intervention du Secrétaire exécutif d'ATD Quart Monde au cours de l'atelier d'échange de février 2000 à la Banque mondiale à Paris sur « L'action associative auprès des plus démunis ».

## **4. Autres activités**

### **i) Action de mise en œuvre de résolutions des Nations Unies**

*Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, 17 octobre*

Le fondateur d'ATD Quart Monde étant à l'origine de cette journée, ATD Quart Monde a largement diffusé la résolution 47/196 l'instituant, et est moteur dans les célébrations du 17 octobre auprès de ses membres correspondants dans le

monde. Le site <www.oct17.org> rend compte de cette mobilisation. ATD Quart Monde est très actif chaque année pour la célébration de cette journée à l'ONU à New York avec M. Nitin Desai, Secrétaire général adjoint. Chaque année, une commémoration est organisée à Genève au BIT. En 1999, le Directeur général de l'UNESCO préside la commémoration en hommage aux victimes de la misère, organisée par ATD Quart Monde à Paris. En 2002, à New York, le délégué général d'ATD Quart Monde participe à une conférence de presse organisée par le DPI, et ATD Quart Monde collabore avec le PNUD pour cette commémoration; à Genève, ATD Quart Monde coorganise la manifestation à l'ONUG; à Washington, un représentant d'ATD Quart Monde intervient au cours du Poverty Day organisé par la Banque mondiale.

#### *Journée internationale de la famille, 15 mai*

En 1999, une représentante d'ATD Quart Monde intervient lors de la commémoration de l'ONU, aux côtés de la Première Dame du Venezuela, de M. Desai et du Président de l'Assemblée générale. Un communiqué de presse d'ATD Quart Monde souligne le besoin de lier droits de l'homme et politiques familiales. Chaque année, des membres d'ATD Quart Monde dans différents pays marquent la Journée par des rencontres publiques.

#### *Année internationale des volontaires*

Contribution « Volontariat et cohésion sociale » mettant l'accent sur les personnes exclues intervenant elles-mêmes en tant qu'acteurs volontaires contre la pauvreté. Participation aux conférences d'ouverture de l'Année à Amsterdam et de clôture à Genève.

#### *Année internationale pour la culture de la paix*

Organisation de conférences : cycles « Pour une culture de la paix » par le Cercle de pensée J. Wresinski à Bruxelles en 1999-2000; intervention « Résistance à la misère, aspiration à la paix » lors du colloque organisé par le CLONG UNESCO, en novembre 2000 à Paris.

## **ii) Consultation et coopération avec les officiels du Secrétariat des Nations Unies**

#### *Département des affaires économiques et sociales (DESA)*

En février 2000, M. Desai reçoit le Secrétaire exécutif d'ATD Quart Monde en vue de la préparation de l'Assemblée générale sur les suites du Sommet mondial pour le développement social. En octobre 2002, le délégué général d'ATD Quart Monde participe au deuxième Forum international pour le développement social.

#### *Département de l'information publique (DPI)*

Chaque année, ATD Quart Monde participe à la Conférence DPI/CONGO. En 2001, une présentation est faite lors d'un atelier « Volontaires et soutien à l'éducation ».

**iii) Préparation de papiers à la demande de l'ECOSOC  
ou du Secrétariat de l'ONU**

- En 1999, ATD Quart Monde réalise un document intitulé *Redéfinir un développement fondé sur les droits humains – La démarche Wresinski : le partenariat avec les plus pauvres* (ESA/DPSPD/BP3, 45 p., décembre 1999, New York), dans le cadre d'un contrat avec le DESA. Le Secrétariat le met à la disposition de toutes les délégations.
- Coordonnateur de l'étude « Changer de regard : éliminer la pauvreté en milieu urbain » (SHS-2000/WS/10), réalisée par la Commission programmatique mixte pauvreté de l'UNESCO.
- En mai 2001, contributions au World Bank Technical Paper n° 502 « Attacking extreme poverty – Learning from the experience of the International Movement ATD Fourth World », édité en mai 2001.
- En 2002, collaboration sur « Best Practices in Poverty Eradication », un sondage fait par le Sous-Comité ONG pour l'élimination de la pauvreté qui sera édité en 2003.

**iv) Autres exemples des collaborations**

*Section des ONG de la Division pour le soutien  
et la coordination de l'ECOSOC*

Depuis 2000, ATD Quart Monde collabore avec la Section des ONG, en vue de la mise en place d'un réseau d'ONG. La Vice-Présidente d'ATD Quart Monde participe à la première rencontre de ce réseau (Brésil, 2001). ATD Quart Monde en est désormais l'un des observateurs.

*Collaboration avec la société civile : la Conférence sur les ONG (CONGO)  
avec les ONG*

En 1999 à New York, ATD Quart Monde intervient à la table ronde « Nouvelles dynamiques dans l'élimination de la pauvreté ». Un représentant participe aux réunions organisées par la CONGO et le Secrétariat des Nations Unies pour les présidents des comités de la CONGO. Lors du Forum du Millénaire (mai 2000), ATD Quart Monde a coprésidé le processus rassemblant les contributions des ONG sur le thème « Élimination de la pauvreté ». Leurs écrits sont diffusés sur le site Internet du Forum et le document final distribué lors de l'ouverture de la manifestation. ATD Quart Monde a aussi coorganisé l'ensemble des tables rondes sur ce thème pendant le Forum.

*Comité des ONG pour le développement social*

La représentante d'ATD Quart Monde en était la trésorière jusqu'en 2001. En 2001, elle est devenue la Coprésidente du Sous-Comité pour l'élimination de la pauvreté. Ce sous-comité a rencontré la Direction du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique et les pays les moins avancés, des représentants de la FAO, des représentants de la Division pour la politique sociale et le développement, ainsi que des contacts avec le Bureau de New York du Haut Commissariat pour les droits de l'homme.



*Enfance*

L'UNICEF a maintenu un soutien financier pour les actions d'ATD Quart Monde auprès des enfants au Burkina Faso. En 1999, le mouvement d'enfants Tabori célèbre le dixième anniversaire des droits de l'enfant à travers divers événements permettant aux enfants d'exprimer leur vécu et de mieux connaître l'engagement des enfants les plus pauvres. Tout au long de la période 1999-2002, ATD Quart Monde poursuit sa participation au Comité des ONG auprès de l'UNICEF, en particulier au groupe de travail sur l'éducation. Il contribue à la recherche par le secrétariat de l'UNICEF « Atteindre ceux qu'on n'arrive pas à atteindre ».

*Famille*

En 1999, la représentante d'ATD Quart Monde à New York est élue Présidente du Comité des ONG sur la famille à New York. Le Comité parraine une table ronde sur la situation des familles dans des camps de réfugiés (janvier 2001) et une conférence sur le thème « Comment la pauvreté sépare les parents des enfants » (juin 2001, coparrainée par la Fédération internationale pour l'économie familiale).

## **6. Nigerian Centre for Research and Documentation\***

### **(Statut consultatif spécial depuis 1999)**

#### **Mission**

L'organisation a été créée pour promouvoir, rechercher, établir et diffuser la solution de certains des problèmes qui mettent en danger la société, au Nigéria en particulier, et dans le monde en général.

Elle a, pour objectifs, entre autres, de promouvoir l'éducation de la société grâce notamment à des services de bibliothèque de lutter contre le travail des enfants et la discrimination à l'encontre des femmes; de promouvoir le développement communautaire; d'assurer la défense des droits de l'homme; de favoriser l'équité et l'état de droit dans une démocratie durable; de fournir gratuitement des services juridiques et extrajudiciaires aux membres indigents de la société. Cette organisation, dite NICERDOC, compte 1 661 membres, 10 permanents et 2 volontaires.

#### **Participation à des conférences**

Comme on le sait, le NICERDOC est une ONG dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social; elle est donc tenue de participer aux travaux et aux débats de l'ONU, de célébrer les journées commémoratives de celles-ci et d'assister aux conférences et réunions qu'elle organise. Elle collabore également avec des organismes locaux et internationaux à l'exécution de programmes d'intérêt mutuel afin de réaliser son potentiel au maximum et de remplir efficacement sa mission.

a) À ce titre, le Directeur exécutif de l'organisation a participé en juin 2002 à « Women 2000 », manifestation consacrée à l'égalité entre les sexes à New York (États-Unis) sous les auspices de l'ONU.

#### **Célébration de journées commémoratives**

b) Le 8 septembre 2000, le Centre s'est joint aux autres parties qui s'intéressent à l'éducation dans le monde entier pour célébrer la Journée mondiale de l'alphabétisation. Celle-ci a été l'occasion d'un colloque sur les thèmes « Promotion de l'alphabétisation : perspectives et défis du XXI<sup>e</sup> siècle et au-delà » et « Favoriser le développement national durable par l'alphabétisation ». Le 8 septembre 2001, la Journée mondiale de l'alphabétisation a de nouveau été célébrée en collaboration avec la Reading Association of Nigeria (RAN); en 2002, en collaboration avec le Centre de formation et de développement de l'alphabétisation de l'Université d'Ibadan, le Centre a encore célébré la Journée. La presse écrite et électronique se fait tous les ans l'écho de ces manifestations. Le Centre publie aussi des publications à l'occasion.

c) La Journée mondiale des droits de l'homme a été célébrée en 1999. En décembre 2000 également, le Centre a marqué cette journée par un colloque et la remise d'un prix d'excellence pour militantisme exemplaire au croisé des droits de l'homme qu'est M. Beko Ransome-Kuti. La conférence donnée à cette occasion

---

\* Ce texte n'a pas été revu par les services d'édition.

« Régime militaire, autre nom des violations des droits de l'homme » a été donnée par le lauréat, qui est également directeur exécutif du Centre de gouvernance constitutionnelle de Lagos. La Journée a également été célébrée en 2001 et 2002 avec une impressionnante participation d'universitaires, de spécialistes, de militants des droits de l'homme, de représentants d'ONG et d'étudiants. La télévision, la radio et les journaux nationaux ont rendu compte de ces manifestations.

#### **Autres activités**

d) Dans son effort de sensibilisation, de promotion et de défense des droits de l'homme et de la bonne gouvernance, le Centre a réalisé entre décembre 2000 et juin 2001 un projet d'éducation publique en matière de droits de l'homme intitulé « Majiyagbe », sous le parrainage du Programme de démocratie et de gouvernance de l'ambassade des États-Unis (2 Broad Street, Lagos). Il s'agit d'une émission de radio produite en direct tendant à sensibiliser les Nigériens aux droits fondamentaux que leur reconnaît la Constitution de 1999, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le cahier des doléances populaires portant sur les aspects de la Constitution de 1999 appelant des améliorations, des modifications ou des suppressions est présenté depuis le 20 décembre 2001 à l'examen des instances législatives. Le même programme a été à nouveau parrainé par la Banque mondiale entre juillet et septembre 2002, afin de couvrir certains aspects laissés de côté par la première campagne. Grâce à lui, le Centre a été en mesure de réunir toute la magistrature de l'État d'Oyo en juin 2001 en une seule et unique association. Cette initiative s'imposait dans la mesure où les magistrats jouent un rôle important dans le maintien de la légalité de l'ordre public, garante d'une nation virile et indivisible. Par la suite, un séminaire d'un jour sur le rôle de la magistrature dans une démocratie naissante a été organisé le 20 novembre 2001. Grâce encore au même projet, un jury de six membres a été constitué pour connaître des diverses violations des droits de l'homme et demander réparation par l'intermédiaire du Forum des plaintes des citoyens « Majiyagbe » créé par notre ONG.

e) Avec le parrainage de la Division de l'assistance électorale de l'ONU et le Groupe de contrôle de la transition en octobre 2001, le Centre a exécuté un projet d'émissions radio en direct consacrées sur 13 semaines à l'éducation civique en matière de lois et de procédures électorales.

f) Dans le cadre du plan de réhabilitation économique et d'atténuation de la pauvreté, le Centre a versé en juin 2001 450 000 à des groupes féminins dans deux subdivisions administratives, Ibadan et Oyo. La cérémonie était présidée par la femme du Gouverneur de l'État d'Oyo, devant un public extrêmement nombreux. Un séminaire de deux jours s'était précédemment tenu sur le thème de la gestion efficace de la petite entreprise à faible capitalisation, séminaire auquel la presse écrite et les médias électroniques ont fait un large écho.

g) Le Centre a également posé le 16 avril 2002 un nouveau jalon dans sa lutte contre la pauvreté en offrant des outils de travail à un enfant qui venait d'achever son cycle d'apprentissage. Le récipiendaire, Mumini Jimoh, avait été sélectionné au cours de recherches sur les enfants qui travaillent et les enfants des rues, à la réalisation desquelles le Centre avait participé entre 1997 et 1998 (« Enfants en situation spécialement difficile : le cas des petits domestiques

d'Ibadan »), avec le parrainage de l'UNICEF (bureau de la zone B de l'État de Lagos).

Voici quelques-unes des diverses activités auxquelles le Centre a activement participé, conformément aux perspectives et aux objectifs de l'Organisation des Nations Unies.

## **7. Centre diplomatique des citoyens pour les droits des autochtones\***

**(Statut consultatif spécial depuis 1999)**

### **1. Brève présentation des buts et objectifs de l'organisation**

Le Centre Shimin Galkou (Centre diplomatique des citoyens pour les droits des autochtones) est une ONG qui, depuis sa création en 1982, se consacre aux droits de l'homme et s'intéresse aux mouvements de protection et de promotion des droits des autochtones. Il s'inspire des principes de la Charte des Nations Unies touchant la coopération internationale, la paix et les droits de l'homme. Le Centre a eu l'honneur de se voir accorder le statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social de 1999. Le présent rapport est le premier rapport quadriennal qu'il présente à l'ONU. Il convient de dire dès l'abord que le Centre a vu dans le statut qui lui a été octroyé une incitation puissante à intensifier son effort de protection et de promotion des droits de l'homme dans le contexte mondial. Au cours des quatre années écoulées, sa structure de décision et son organisation financière sont restées pratiquement inchangées. Le Comité exécutif est l'organe directeur qui détermine la politique fondamentale du Centre, notamment en matière de nominations, de programmes d'action et de budget. Bien que le Centre soit ouvert à tous sans considération de frontière, les membres du Comité exécutif sont japonais. Cela tient à ce que le Centre n'a jamais eu de branche ni de filiale à l'étranger. Il cultive néanmoins des liens de collaboration avec d'autres ONG internationales et des associations d'autochtones dans le monde entier. Au mois de décembre 2002, il comptait 400 membres, tous des particuliers. Le Centre ne demande pas à ses membres de déclarer leur nationalité sur le formulaire d'inscription et ne dispose donc pas de statistiques sur ce point. À en juger par leurs noms cependant, la plupart des membres sont Japonais avec un petit nombre de Coréens et d'Américains (États-Unis). Le financement est essentiellement assuré par les cotisations des membres, qui représentaient 79 % du budget total de 1999, 88 % de 2000, 67 % de 2001 et 72 % en 2002. Le Comité exécutif analyse le budget tous les ans. Il peut constater que le Centre a une assise financière solide.

### **2. Participation au Conseil économique et social, à ses organes subsidiaires et/ou aux conférences et réunions de l'ONU**

Le Président et des représentants du Centre Shimin Gaikou assistent surtout aux réunions consacrées aux populations indigènes et à leurs droits sous l'égide du Conseil économique et social. On peut citer les sessions du Comité des droits de l'homme, du Groupe de travail des Nations Unies sur les populations autochtones, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et de la nouvelle Instance permanente des peuples autochtones.

---

\* Ce texte n'a pas été revu par les services d'édition.

## 1999

- Le Président a assisté à la soixante-sixième session du Comité des droits de l'homme, tenue à Genève du 12 au 30 juillet.
- Le Président et d'autres représentants ont assisté à la dix-septième session du Groupe de travail des Nations Unies sur les populations autochtones, tenue à Genève du 26 au 30 juillet; ils y ont fait des déclarations orales.
- Le Président et un représentant du Centre ont assisté à la cinquante-cinquième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, tenue à Genève du 2 au 27 août.
- Des représentants du Centre ont assisté à la cinquième session du groupe de travail intersessions à composition non limitée chargé de rédiger un projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones, tenue à Genève du 18 au 29 octobre.

## 2000

- Un représentant du Centre a assisté au séminaire sur le projet de principes et de directives pour la protection du patrimoine des peuples autochtones, tenu à Genève du 28 février au 1<sup>er</sup> mars; il y a fait une déclaration orale.
- Le Président et d'autres représentants du Centre ont assisté à la soixante-neuvième session du Comité des droits de l'homme, tenue à Genève du 10 au 28 juillet.
- Le Président et d'autres représentants ont assisté à la dix-huitième session du Groupe de travail des Nations Unies sur les populations autochtones, tenue à Genève du 24 au 28 juillet; ils y ont fait des déclarations orales.
- Le Président et un autre représentant du Centre ont assisté à la cinquante-deuxième session de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, tenue à Genève du 31 juillet au 18 août.
- Des représentants du Centre ont assisté à la sixième session du groupe de travail intersessions à composition non limitée chargé de rédiger un projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones, tenue à Genève du 20 novembre au 1<sup>er</sup> décembre.

## 2001

- Le Président et un représentant ont assisté à la cinquante-huitième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, tenue à Genève du 6 au 23 mars.
- Le Centre a présenté, au titre du point 4 de l'ordre du jour (Projet de déclaration et de programme d'action de la Conférence) une déclaration écrite (A/CONF.189/MG.1/NGO/3) au groupe de travail intersessions à composition non limitée du Comité préparatoire de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui siégeait à Genève du 6 au 9 mars.

- Le Centre a présenté à la cinquante-septième session de la Commission des droits de l'homme, tenue du 19 mars au 27 avril, une déclaration écrite (E/CN.4/2001/NGO/59) au titre du point 15 de l'ordre du jour (Questions autochtones).
- Un représentant du Centre a assisté à la dix-neuvième session du Groupe de travail des Nations Unies sur les populations autochtones, tenue à Genève du 23 au 27 juillet.
- Le Centre a présenté une déclaration écrite (E/C.12/2001/NGO/3) à la vingt-sixième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, tenue à Genève du 13 au 31 août.
- Un représentant du Centre a assisté à la vingt-sixième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, tenue à Genève du 13 au 31 août.
- Le Président et d'autres représentants ont assisté à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale et la xénophobie qui y est associée, tenue à Durban du 31 août au 8 septembre; ils y ont fait une déclaration orale.

## 2002

- Des représentants du Centre ont assisté à la septième session du groupe de travail intersessions à composition non limitée chargé de rédiger un projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones, tenue à Genève du 28 janvier au 8 février.
- Le Président et d'autres représentants ont assisté à la première session de l'Instance permanente tenue à New York du 6 au 17 mai; ils y ont fait une déclaration orale.
- Le Président et d'autres représentants ont assisté à la vingtième session du Groupe de travail des Nations Unies sur les populations autochtones, tenue à Genève du 22 au 26 juillet; ils y ont fait des déclarations orales.
- Des représentants du Centre ont assisté à la huitième session du groupe de travail intersessions à composition non limitée chargé de rédiger un projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones, tenue à Genève du 3 au 12 décembre.

### 3. **Coopération avec les organes et les institutions spécialisées des Nations Unies**

Le Centre Shimin Gaikou alimente régulièrement le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones depuis sa création en 1988. Il a présenté une proposition au Conseil d'administration du Fonds tendant à élargir le choix des bénéficiaires aux parties qui assistent à d'autres réunions de l'ONU. Cette contribution a été très appréciée par le Conseil. Dans la période 1999-2002, le Centre a versé une contribution en 1999, 2000 et 2002.

#### **4. Autres activités**

##### **i) Mise en œuvre des résolutions des Nations Unies**

Le Centre Shimin Gaikou soutient financièrement la traduction et/ou l'édition en langues vernaculaires par les associations autochtones des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. En 1999, il a apporté son appui au réseau Pgakenyau (Karen) pour la culture et l'environnement à Chiang Maï (Thaïlande), qui a publié en langue karène le projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. En 2000, ce même ouvrage a été publié, toujours avec l'appui du Centre, au Mexique sous le titre *Los pueblos indwenas en la Conferencia mundial contra el racismo*. Il s'agissait du rapport d'une conférence satellite tenue au Chili par l'Initiative indigène pour la paix et la Fondation Rigoberta Menchu Tum. De plus, grâce au soutien du Centre, la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses ou linguistiques a été publiée à Nairobi en masai par le Réseau d'information autochtone, ONG de femmes masai.

##### **ii) Consultations et coopération avec les représentants du Secrétariat de L'ONU**

Le Centre Shimin Gaikou est resté en relations avec les fonctionnaires qui sont chargés de la question des droits des peuples autochtones au Haut Commissariat aux droits de l'homme à Genève et à New York.

##### **iii) Rapports et documents rédigés à la demande du Conseil économique et social, de ses organes subsidiaires ou du Secrétariat de l'ONU**

Néant.

##### **iv) Autres fonctions consultatives ou activités de fond, notamment assistance financière reçue ou donnée par l'ONU, collaboration sur le terrain, organisation de réunions, de séminaires, d'études, etc.**

Le Centre Shimin Gaikou est un membre important du Réseau international des ONG pour les droits de l'homme, fédération japonaise d'associations. Ce réseau joue un rôle décisif dans la mise en œuvre des conventions internationales relatives aux droits de l'homme et des mécanismes de l'ONU d'éducation en matière des droits de l'homme. Il a notamment été créé en 2001 « Durban – 2001 – Japon », autre réseau d'ONG œuvrant pour les droits de l'homme, en vue de la Conférence mondiale contre le racisme; le Centre a joué un rôle important dans la coordination des travaux entrepris par les ONG pour faire aboutir la Conférence de Durban.